

Des efforts, encore des efforts

"Opposants de tous horizons entendez-vous." Ceci pourrait être la devise des partis de l'opposition qui par ces temps qui courent ne sont pas en odeur de sainteté aux yeux du pouvoir. Après moult tentatives d'unification les partis d'opposition sont à la recherche d'un consensus.

Accusée d'être de même avec Han-nena et consorts, l'opposition mauritanienne, soucieuse désormais de préciser sa position par rapport à ce qui s'est passé, s'est invitée à discuter avec elle même autour d'une même table. Le point de presse du 14 octobre dernier qui avait été organisé par neuf partis de la coordination de l'opposition était une occasion pour les ténors de répondre aux allégations du pouvoir selon lesquelles certains parmi eux iraient jusqu'à financer les cavaliers du changement en vue d'effectuer la déstabilisation. Chose à laquelle le leader du RFD Ahmed Ould Daddah avait répondu par la négative considérant à l'instar de Cheikh O. Horma qu'il s'agissait là d'une fuite en avant et de prétentions grotesques destinées à ne pas être attentifs aux appels au dialogue et à la concertation. O. Haidalla de son côté n'a pas manqué de mots pour se défendre. Qualifiant les accusations de "saugrenues" et s'élevant contre les perquisitions et intimidations il a invité le Président de la République à "penser à Allah, à la patrie... au droit de vivre en paix pour le peuple..."

Contre des accusations...

Il est vrai que la longue in-

quiétude dans la quelle le pouvoir s'est trouvé entre le 8 juin 2003 et le 9 septembre 2004, dates marquant le surgissement et la chute d'un certain Hanriena, pouvait rendre suspects presque tous les opposants, notamment les plus radicaux parmi qui estimaient qu'il n'était pas question pour eux de faire le premier pas comme l'avait effectué le leader de l'UFP. En fait il se pose pour ces derniers le problème même de reconnaissance de légitimité du "Président de la République qu'ils ont du mal à appeler "M. le Président" sachant qu'ils ont contesté le résultat du scrutin d'il y a tout juste un an. Aussi les caches d'armes, les réseaux de communications par le net, l'attaque du domicile d'un baron de la sécurité, entre autres situations ayant fait trembler le pays, au sommet comme à la base, n'aurait pas pu être facilités pour les putschistes si, aux yeux du gouvernement, il n'y avait pas eu de relais interne. Alors, qui de plus approprié que d'incriminer une opposition qui s'entête à réclamer que des preuves soient apportées pour valider la thèse selon laquelle un complot a été ourdi contre le pouvoir le 8 août et les jours suivants par exemple ou à insister sur le fait que "seul le pouvoir est responsable de la crise actuelle que connaît la Mauritanie, tant sur les plans économique, social que politique.

Si pour Ahmed O. Dadah les accusations violent le principe de présomption d'innocence et le secret de l'insurrection, pour Mohamed Khouna O. Haidalla par contre, elles sont tout simplement fantaisistes et sont distillées par une presse proche des renseignements se faisant l'écho des "attaques et déclarations incendiaires de certaines personnalités du régime contre l'opposition."

Sur une opposition hésitante...

Par delà ce tiraillement entre elle et le régime, l'opposition

mauritanienne est en train de prouver qu'elle n'était pas soudée malgré les apparentes alliances nées depuis la dernière campagne pour les présidentielles et durant laquelle il arrivait de voir assis côte à côte Ahmed O. Daddah, Messaoud O. Boulkheir, Mohamed Khouna O. Haidalla, des figures emblématiques d'une opposition régulièrement défaite par un pouvoir impitoyable à son égard (voir les interpellations consécutives aux lendemains de scrutins).

En cherchant une fois de plus à créer un consensus, les leaders de la classe politique opposante signent du coup une nouvelle incapacité quand on sait que toutes les tentatives d'unification ont jusque là échoué. D'ailleurs on peut considérer que cette opposition qui existe sur l'arène politique mauritanienne est née d'un éclatement qui était au début des années 90 l'expression d'abord de conflits de personnalités entre leaders, ensuite d'incompatibilité des projets des uns et des autres pour la Mauritanie et enfin d'une certaine immaturité politique, notoire chez une classe politique néophyte dans la gestion de la vie politique d'une nation qui, sortant d'une délicatesse historique comme celle engendrée par l'Etat d'exception et tous les dépassements en matière de droits, était en train de grimper sur le train d'une démocratisation mise à la page juste après le bouleversement des relations internationales. Cette démocratisation à laquelle la Mauritanie n'a eu ni besoin de se faire prier ni de subir quelque pression que ce soit pour adhérer comme ce fut le cas pour d'autres pays, devait donc prendre de court une opposition dont certains parmi les premiers acteurs avaient attendu que le terrain fût balisé pour venir participer au jeu du multipartisme. Partant des scissions au sein de l'UFD de l'époque qui ont été à la base de partis comme UFD/en, RFD, AC etc. on se rend compte que l'hésitation est

perceptible le long du parcours de cette opposition dont d'aucuns disent

qu'elle en est encore à se chercher...

Indécise...

Ayant eu par le passé comme programme le passif humanitaire (qu'elle n'a d'ailleurs pas su exploiter efficacement) imputable à un régime d'exception acteur malgré tout de "la démocratisation" en Mauritanie, l'opposition a trouvé l'occasion de jouer son va tout à l'occasion des élections de 2003 où ses acteurs avaient tous comme programme commun l'éviction ou à défaut la mise en échec du président sortant. Les trois challengers de Maouya qui étaient partis chacun sur le champ de bataille en "tous contre un et chacun contre tous" n'étaient certainement pas les trois mousquetaires puisque chacun croyait qu'avec sa seule armée d'électeurs il pouvait évincer à lui seul le candidat du PRDS solidement soutenu par une kyrielle de tribus et de mouvances soucieux tous de préserver des intérêts déjà acquis...

Aujourd'hui, confrontée à l'exigence d'une position clarifiée par rapport à ce que le régime considère comme une menace sur sa stabilité, l'opposition semble avoir besoin d'un dialogue avec le pouvoir. Peut-être en sortirait-elle disculpée par un régime dont les représentants continuent pourtant à la fustiger la considérant "traître à la Nation". Ainsi devant l'opposition le dialogue que seraient les représentants du pouvoir répondent ne pas être prêts à dialoguer avec "ceux qui", profitant de la légitimité que leur donne la démocratie mauritanienne se rendent clandestins et hors la loi. Mais que le gouvernement restait ouvert à toute opposition légale qui agit dans la légalité." Cette manière tacite de considérer qu'il y a une opposition responsable et une

opposition irresponsable est susceptible de créer davantage la discorde au sein d'une opposition qui a du mal à trouver la plate forme sur laquelle elle même devrait s'entendre. On se rappelle que dans sa fureur de dialoguer le président de l'UFP avait unilatéralement demandé et obtenu une rencontre avec Maouya, chose qu'il avait considéré comme une amorce de dialogue avec le pouvoir. Et quelques temps après il avait réussi à rassembler à l'occasion d'un débat tenu le 24 août 2004 plusieurs personnalités de la Société Civile et de l'Opposition pour les appeler à chercher la réponse à une question non moins ambitieuse: "Quelles solutions de sortie de crise pour la Mauritanie?" L'absence d'un représentant du parti au pouvoir et celle de deux autres figures importantes de l'opposition Chbih et Messaoud n'avait tout de même pas empêché certains observateurs de croire en la possibilité d'un véritable dialogue dans le contexte qui était justement marqué par la menace du chaos.

Et presque perdue

A présent que le temps semble presser il est dans l'intérêt de cette opposition de trouver elle même le consensus en son sein et de gagner le respect du pouvoir pour mieux peser de son poids dans la balance de ses rapports de forces avec un régime très susceptible par ces temps qui courent. Il nous est arrivé de poser à l'un des leaders de l'opposition la question "que pèse l'opposition devant un régime qui l'a très souvent battue et humiliée?" Il nous a répondu: "L'opposition pèse le poids de son temps." Il faut rappeler que le temps actuel est très lourd en effet pour cette opposition si elle doit continuer à croire que tout doit lui être donné par le pouvoir...